

sur la limitation des armements et les nouvelles mesures propres à accroître la confiance? Comment le souci d'économie risque-t-il d'influer sur l'élaboration de méthodes de vérification des limitations d'armement? Les concepteurs des régimes de vérification font-ils des compromis sur les coûts au détriment de l'efficacité? Autrement dit, compromet-on l'efficacité de la vérification pour des questions de coût?

La synergie : interaction des techniques et des méthodes de vérification

Peut-on concevoir des régimes de vérification de manière qu'aucune technique ou méthode ne franchisse un certain «seuil d'intrusion» mais que, collectivement, elles produisent une image composite très fiable de l'activité militaire? Prend-on actuellement cet aspect en considération dans les négociations sur la limitation des armements et sur les mesures propres à accroître la confiance? Quelle est la meilleure façon de créer cette couverture par chevauchements? Cette démarche risque-t-elle de se désagréger si un élément ou une technique essentielle font défaut ou si leur fonctionnement laisse à désirer? Arrive-t-il un moment où, dans l'évolution de la sécurité d'une région, plusieurs accords distincts relatifs à la limitation des armements et à des mesures propres à accroître la confiance (et leurs régimes de vérification) donnent ensemble des résultats de surveillance supérieurs à la somme de leurs éléments? Est-il possible de définir ce seuil à l'avance? Cela donne-t-il à penser qu'avec un plus grand nombre d'accords plus petits, plus modestes, comportant chacun un système de vérification modeste lui aussi, on serait plus à même d'instaurer un climat de sécurité qu'avec un ou deux grands accords?

Existe-t-il une «synergie de la vérification»? Si oui, quelle est la meilleure façon de la développer? Est-ce que les accords sur la limitation et la réduction des armements associés à des accords de grande envergure portant sur des mesures propres à accroître la confiance couvrant à peu près les mêmes forces et activités produisent

naturellement cet effet? S'agit-il fondamentalement du même effet que celui produit par une combinaison de régimes de vérification se chevauchant et élaborés pour plusieurs accords de réduction des armements?

Se peut-il que trop d'inspections sur place soient autorisées dans le cadre d'un accord sur la limitation des armements? Y a-t-il des limites naturelles au nombre et type d'inspections sur place avec bref préavis ou sans préavis? À partir de quel moment vont-elles à l'encontre du but recherché? Comment s'opère l'interaction entre le nombre et le type d'inspections sur place, d'une part, et les qualités propres à accroître la confiance de la limitation des armements, d'autre part?

La technologie et le processus de vérification

Y a-t-il de nouvelles techniques cernables mais que l'on n'emploie pas encore dans les accords existants relatifs à la limitation des armements et aux mesures propres à accroître la confiance et qui pourraient jouer un rôle dans l'application des régimes de surveillance et de vérification (durant les phases de planification, de contrôle, de traitement, d'analyse et de répartition)? Quelle est la meilleure méthode pour choisir des techniques de surveillance et de traitement qui correspondent à différents besoins en matière de limitation des armements? En l'occurrence, comment a-t-on procédé jusqu'ici? Les leçons du passé sont-elles utiles pour des applications futures?

Y a-t-il un aspect de la vérification où les techniques jouent un rôle particulièrement important? Est-il probable que les différents progrès technologiques profitent moins à la surveillance que, par exemple, à la gestion des données obtenues par son biais? Dans quels domaines les découvertes technologiques auront-elles le plus d'incidences? Est-il possible que certaines régions soient plus capables ou veuillent davantage que d'autres tirer parti de nouvelles techniques de vérification? Quels autres facteurs pourraient être déterminants dans cette attitude?

